

crise qu'il traverse. » Et le *Drapeau Rouge* de commenter : « *Il serait temps, en effet, que le chef de l'Etat se rende exactement compte de la situation et qu'il mette fin, on ne peut plus rapidement, à l'activité désastreuse du gouvernement Eyskens.* » Les travailleurs, à Mons, Charleroi et ailleurs crient : « *Vive la République !* »

On signale un peu partout des mouvements de troupes vers Bruxelles. Le gouvernement craint la marche sur Bruxelles.

Le *Peuple* note que les institutrices de la localité de Gilly se sont mises à la disposition du Comité de grève local. De tels faits sont fréquents depuis le début de la grève. Les professeurs, les intellectuels ne craignent pas de se mêler aux ouvriers et de contribuer aux tâches quotidiennes de l'organisation de la grève, comme tout le monde. D'une manière générale, l'un des faits les plus remarquables de ces journées est la façon dont les couches les plus prolétarisées des classes moyennes soutiennent le mouvement. Aux yeux de la petite bourgeoisie, la loi unique se réduit à un ensemble « *d'étranges dispositions financières que rien ne justifie, si ce n'est — chez leurs inspireurs — le désir de poser le premier jalon pour l'instauration d'une fiscalité atroce, propre à provoquer en Belgique le laminage de la classe moyenne et la disparition des travailleurs indépendants.* » (*L'Echo de la Bourse*, 1^{er} janvier 1961.)

Aussi bien, nombreux comprennent, dans la petite bourgeoisie, qu'il leur faut, pour survivre, se ranger du côté du prolétariat qui se bat contre leurs ennemis, et qui est seul capable de leur résister. Petits commerçants, artisans, cafetiers, petits rentiers, pensionnés, toutes ces catégories se sont montrées disciplinées et attentives aux consignes des comités de grève, auxquels il arrive même çà et là qu'un de leurs représentants participe.

Cet élément, l'appui de la petite bourgeoisie des villes est très important pour le succès final du mouvement. Mais les organisations dissimulent la véritable nature de classe de cette alliance derrière la phraséologie démocratique. La grève générale, ce n'est pas pour elles l'alliance du prolétariat et de la petite bourgeoisie contre le grand capital, c'est le soulèvement du « *peuple* » contre les pratiques « *anti-démocratiques* » du gouvernement Eyskens, et la volonté de faire entendre au sacro-saint parlement l'expression de la « *volonté populaire* ». Et les faveurs des directions ouvrières vont alors, tout naturellement, vers une solution « *d'union nationale* », avec le P.S.C. qui, aux yeux des bureaucrates, serait l'expression de cette prétendue réalité « *populaire* » avec laquelle ils prétendent nier les dures nécessités de la lutte des classes.

En fait, l'objectif historique de la grève générale belge est de porter un coup aux institutions bourgeoises et au système capitaliste, et peut-être de les emporter. Tel est le sens de la volonté, spontanément affirmée par les travailleurs, de marcher sur Bruxelles.

Le but des dirigeants ouvriers n'est pas d'attaquer la grande bourgeoisie des monopoles en la personne du premier ministre Eyskens, mais, au contraire, en attaquant personnellement Eyskens, accusé de ne

pas respecter la « *démocratie* », d'éviter que les coups des travailleurs ne se dirigent sur la bourgeoisie en tant que classe. Leur but, c'est le renversement d'Eyskens sur le seul plan parlementaire.

Cette tactique des chefs ouvriers trouve une expression fidèle dans le numéro de janvier de la revue *Socialisme*, revue théorique du P.S.B., où René Evalenko, analysant les raisons du succès de 1950 par rapport à celles de l'échec de 1960 écrit : « *Un deuxième facteur est qu'en 1950, les socialistes avaient trouvé un appui dans la bourgeoisie libérale... Il n'en était plus de même ici, car l'action des travailleurs avait nettement pris l'aspect de la lutte des classes.* »

3 janvier.

Le parlement est rentré. Les députés doivent reprendre l'examen de la « loi unique ». Ce 3 janvier, quinzième jour de la grève générale, il est clair que l'ampleur du mouvement ne laisse encore aucune possibilité aux chefs socialistes pour tenter un compromis, mais que ceux-ci n'ont aucune intention d'abandonner le parlement. Celui-ci, y compris aux yeux des députés wallons, doit se révéler une excellente planche de salut au cas où la situation s'aggraverait.

Des rumeurs persistantes courent cependant, selon lesquelles Louis Major, secrétaire général de la F.G.T.B. aurait pris contact avec les dirigeants chrétiens pour tenter de trouver un terrain de négociations. Rumeurs que Major s'empresse de démentir.

Le gouvernement a accepté deux amendements à la loi, l'un sur la double période de chômage, et l'autre sur le régime des pensions.

Toutes les organisations ouvrières avaient prévu pour aujourd'hui toute une série de manifestations de masse. Les grévistes répondent avec enthousiasme à l'appel de leurs dirigeants : 6.000 manifestants dans le bassin de Liège, mais qu'on a bien pris soin de diviser. Ils seront 10.000 à Liège, 8.000 à Herstal, 15.000 à Yvoz-Ramet, 8.000 à Grivegnée, 3.000 à Fléron, 5.000 à Grace-Berleur, 1.000 à Nessonvaux, 3.000 à Comblain, 5.000 à Waremmes. 10.000 grévistes manifestent à Gand. 10.000 à Bruxelles. En tout, on compte que plus de 200.000 ouvriers sont descendus dans la rue dans cette seule journée du 3 janvier.

André Renard, parlant aux grévistes d'Yvoz-Ramet, se voit réclamer de toutes parts la marche sur Bruxelles. Brutalement, il s'y oppose, et mettant tout le poids de son crédit de « révolutionnaire » dans la balance, il déclare : « *A Bruxelles, et après ? Il faut penser qu'il y a certains moyens qu'on n'utilise pas deux fois.* » A Grivegnée, Renard devait préciser : « *Nous n'irons pas à Bruxelles. Nous ne voulons pas de morts sur les routes... La dernière fois, nous étions 40.000 pour marcher sur Bruxelles. Cette fois, si nous n'étions pas 50.000, ce serait un échec.* »